



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Commission consultative de l'environnement de l'aéroport de Nice - Côte d'Azur

Présentation du rapport 2022

Article L 227-7 du Code de l'aviation civile

22 septembre 2022

I – CONTEXTE DANS LEQUEL LE RAPPORT 2022 A ÉTÉ RÉDIGÉ

Les Assises Nationales du Transport Aérien ont fait naître des espoirs mais la pandémie COVID a rendu difficile le respect des engagements pris.

La crise sanitaire a accéléré la prise de conscience de la nécessité de faire face au défi climatique et aux nuisances aéroportuaires ayant un impact sur la santé.

De nombreux acteurs du secteur (sociétés aéroportuaires, assistants d'escale, compagnies aériennes, direction des services de la navigation aérienne) ont redéfini leurs stratégies environnementales pour se recalibrer sur nos objectifs nationaux et communautaires.

La nouvelle législature 2022 – 2027 est stratégique pour nous replacer dans des trajectoires de réduction du bruit et des émissions atmosphériques plus respectueuses de l'environnement.

I – CONTEXTE DANS LEQUEL LE RAPPORT 2022 A ÉTÉ RÉDIGÉ

Une forte reprise des activités aéroportuaires pas toujours bien anticipée :

- **Un retour des activités « cargo » au-dessus du niveau 2019 dès octobre 2020 en Europe ;**
- **Une activité « aviation d'affaires » bien au-dessus du niveau 2019 depuis octobre 2021 en Europe ;**
- **Une activité « aviation générale » restée à haut niveau, notamment en raison des besoins de formation et de maintien des qualifications des personnels en ayant besoin ;**
- **Une reprise des activités « passagers » particulièrement forte au premier trimestre 2022 puis une certaine stabilisation au niveau des capacités de production du système en Europe (au prix de retards et d'annulations de vols).**

Dans ce contexte, l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires s'est attachée à accompagner les opérateurs dans leurs nouvelles stratégies environnementales et à contribuer à un dialogue local serein et constructif alors que les attentes de résultats concrets sont exprimées avec de plus en plus de force sur les territoires.



II – LA PRÉVENTION DES MANQUEMENTS EST RESTÉE UNE PRIORITÉ DE LA POLICE DE L’ENVIRONNEMENT SUR ET AUTOUR DES AÉROPORTS

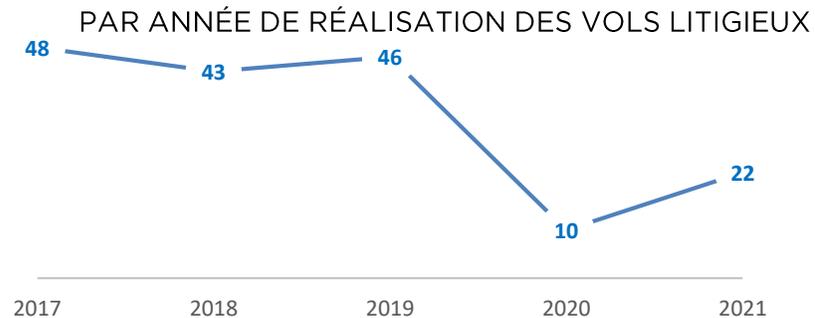
La vigilance des services de l’aviation civile s’est maintenue malgré la crise :

Compagnies ayant réalisé plus de 10 000 mouvements sur les aéroports français en 2021	584 464 mouvements	54 poursuites	0,92/10 000
Compagnies ayant réalisé entre 2 800 et 10 000 mouvements	193 281 mouvements	102 poursuites	5,28/10 000
Compagnies ayant réalisé moins de 2 800 mouvements	174 144 mouvements	154 poursuites	7,69/10 000

La plupart des grandes compagnies, françaises et étrangères, ont engagé des plans de mesures correctrices pour prévenir leurs risques de récidives. Elles sont généralement bien accompagnées par les communautés aéroportuaires locales.

II – LA PRÉVENTION DES MANQUEMENTS EST RESTÉE UNE PRIORITÉ DE LA POLICE DE L’ENVIRONNEMENT SUR ET AUTOUR DES AÉROPORTS

Sur l’aéroport de Nice – Côte d’Azur, les poursuites engagées ont évolué de la manière suivante :



Au 13 septembre, 43 poursuites ont été communiquées à l’Autorité, en 2022.

En 2021, le collège a examiné 26 dossiers et 23 ont donné lieu à amendes :

- 13 pour non-respect de procédure (approche ou décollage)
- 10 pour usage d’aéronefs dont les caractéristiques acoustiques ne sont pas conformes aux exigences fixées

19 dossiers sont actuellement en cours d’instruction :

- 12 pour non-respect de procédure (approche ou décollage)
- 7 pour usage d’aéronefs dont les caractéristiques acoustiques ne sont pas conformes aux exigences fixées

II – LA PRÉVENTION DES MANQUEMENTS EST UNE PRIORITÉ DE LA POLICE DE L'ENVIRONNEMENT SUR ET AUTOUR DES AÉROPORTS

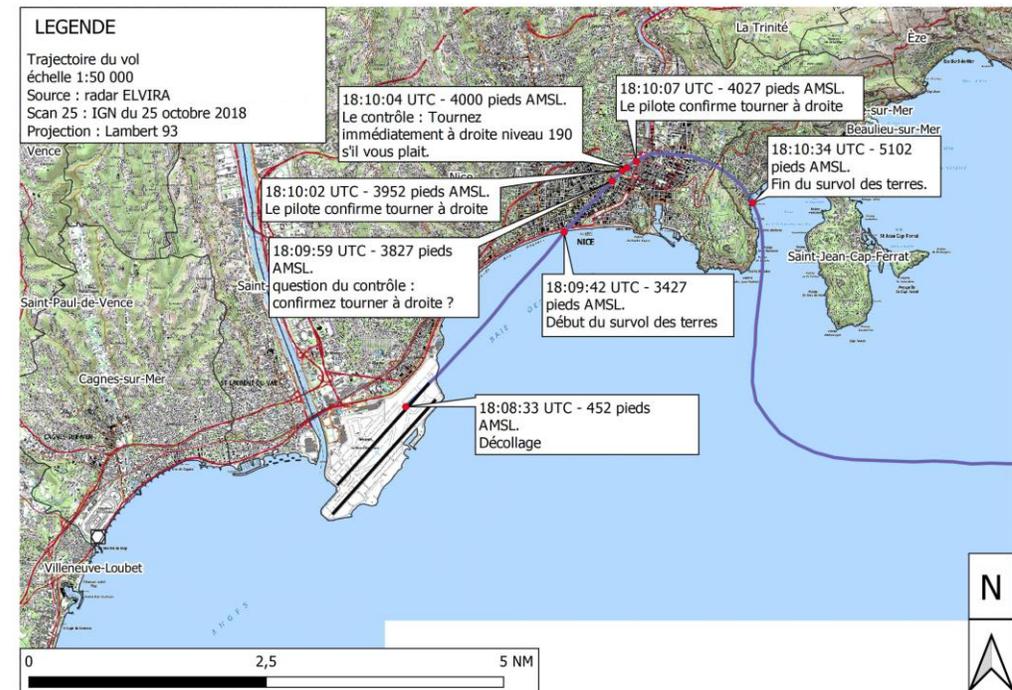
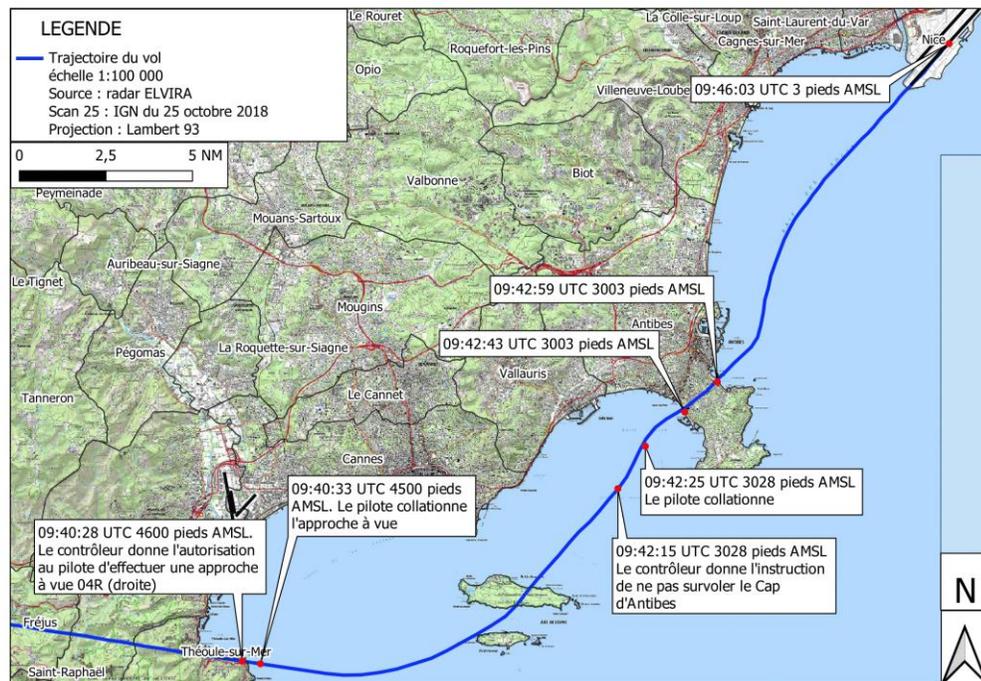
Parallèlement à la répression des manquements, le collège de l'Autorité de contrôle des nuisances aéroportuares a mandaté M. Philippe Guivarc'h, membre du collège, pour susciter et soutenir les actions de prévention menées par tous les membres de la communauté professionnelle aéroportuaire (représentants des compagnies, aéroports, assistants d'escale et contrôleurs aériens) afin de bien informer les compagnies aériennes du SENS et de la LETTRE des règles. Cette action porte ses fruits.

L'effet cumulé des actions répressives et préventives a pu s'apprécier puisque le nombre de poursuites engagées en 2020 (6) et en 2021 (11) est très inférieur à celui des années précédentes (entre 40 et 50 par an).

Les conditions générales de la reprise des activités en 2022 (programmation des vols à un niveau supérieur à la capacité de production) ont malheureusement eu pour effet des annulations et des retards, ayant des impacts sur les passagers et sur les territoires. Il est probable que le nombre de poursuites engagées par les services de l'aviation civile en 2022 dépasse les niveaux records de 2018 et 2019.

II – LA PRÉVENTION DES MANQUEMENTS EST UNE PRIORITÉ DE LA POLICE DE L'ENVIRONNEMENT SUR ET AUTOUR DES AÉROPORTS

Exemples de manquements caractérisés et sanctionnés à Nice – Côte d'Azur :



Le troisième type de manquement est l'usage d'aéronefs aux caractéristiques acoustiques inappropriées aux heures où ils opèrent.

III – STIMULER LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE DES SOCIÉTÉS

La performance environnementale des aéroports est essentielle pour créer la confiance des différentes parties prenantes. Les aéroports sont des ensembles capables (ou non) de mobiliser les acteurs opérant sur leurs plateformes pour obtenir des résultats concrets, mesurables et perceptibles. Si les inventaires des sources d'émissions, sonores et atmosphériques, permettent de concevoir et de mettre en œuvre des plans d'actions (Plans de Protection de l'Atmosphère, Plans de Protection du Bruit dans l'Environnement). La plupart des derniers plans sont restés en deçà de ce qu'ils nous semblaient pouvoir être. Seuls les résultats obtenus collectivement permettent de créer de la confiance.

Les responsabilités de l'État régulateur doivent également être stimulées pour moderniser régulièrement le cadre de la régulation environnementale locale (arrêtés ministériels) afin de l'adapter aux performances et objectifs actuels. De nombreux arrêtés ministériels sont anciens et certains sont devenus désuets.

III – STIMULER LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE DES SOCIÉTÉS

Sur l'aéroport de Nice – Côte d'Azur, l'essentiel du cadre de la régulation environnementale a plus de 12 ans (2 mars 2010). Il demande certainement à être évalué et modernisé pour élever le niveau de la performance collective sur le territoire :

- **Émissions lors des opérations au sol. Nice – Côte d'Azur peut rapidement devenir un aéroport APU OFF et les opérations au sol (roulage et autres) doivent pouvoir devenir peu émissives ;**
- **Les performances acoustiques minimales des aéronefs autorisés à opérer pourraient certainement être réévaluées, en cœur de nuit et durant le reste du temps, en s'appuyant sur les bruits certifiés des aéronefs (approche, survol) plutôt que sur les marges calculées qui « favorisent » les aéronefs les plus lourds ;**
- **Les procédures d'approche et de départ, optimisées progressivement par le service local de la navigation aérienne, pourraient utilement se voir associer des volumes de protection environnementale (article L 6361-15 du Code des transports) afin que les marges de tolérance accordées par rapport à des trajectoires opérationnelles soient exprimées de façon lisible et compréhensible par tous (pilotes et contrôleurs aériens, aéroports et assistants d'escale, collectivités territoriales et populations concernées).**
- **La planification et la programmation des vols pourraient être un levier pour alléger la pression de certains aéronefs aux heures les plus sensibles pour la santé et l'environnement sur le territoire.**

III – STIMULER LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE DES SOCIÉTÉS

Partout en France, l’Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires invite les services locaux de la navigation aérienne à conduire les études, essais et concertations nécessaires pour mener à bien la modernisation (optimisation) de toutes les procédures opérationnelles de navigation aérienne sur les aéroports français d’ici 2030 :

- **Généralisation des approches en descente continue selon des trajectoires optimales ;**
- **Modernisation des procédures d’approche permises par les progrès technologiques (navigation satellitaire de précision) et l’élévation des qualifications des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne.**

À l’aéroport de Nice – Côte d’Azur, l’obligation d’emport des équipements de navigation satellitaire a déjà permis des progrès très significatifs.

III – STIMULER LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE DES SOCIÉTÉS

L’Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires a parallèlement invité certaines grandes compagnies aériennes opérant à Nice – Côte d’Azur à essayer d’évaluer les résultats pouvant être attendus localement de leurs propres stratégies environnementales (renouvellement de leur flotte, amélioration de leurs procédures internes) afin de pouvoir présenter ces résultats.

Pour rétablir la confiance sur les territoires, il importe que les stratégies environnementales des compagnies se déclinent au niveau local.

Si la concurrence entre compagnies a surtout joué sur le facteur prix, il est probable que les clients seront de plus en plus attentifs à choisir demain la compagnie qui produit le moins de bruit et d’émissions atmosphériques sur leurs territoires de vie.

IV - TRAITER LA QUALITÉ DE L'AIR ET LE BRUIT AVEC LA MÊME ATTENTION

Répondre au défi climatique est une priorité planétaire qui bénéficie de beaucoup d'attention et de crédits. Cette priorité ne saurait occulter les nuisances subies par les populations des territoires aéroportuaires.

La lutte contre le BRUIT dans l'environnement reste la première préoccupation de proximité. Le programme de recherche DEBATS a contribué à améliorer les connaissances scientifiques sur les effets du bruit aérien sur la santé. Le rapport du Conseil National du Bruit (CNB) et de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) a permis de réévaluer le coût social du bruit dans notre pays.

L'ACNUSA prône le déploiement de systèmes de visualisation des trajectoires et de mesures du bruit (en cours de développement à Nice - Côte d'Azur).

Elle recommande au Gouvernement de définir, sur proposition du Conseil National du Bruit, des indicateurs événementiels du bruit aérien (intensité et répétitivité).

IV - TRAITER LA QUALITÉ DE L'AIR ET LE BRUIT AVEC LA MÊME ATTENTION

Elle recommande aux préfets d'établir en 2022 les nouvelles cartes stratégiques du bruit et au Gouvernement de déconcentrer la conduite et la mise en œuvre des plans de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) des aéroports pour la prochaine échéance (2024-2028) avec un objectif de résultats en harmonie avec ceux des métropoles où sont implantés les aéroports.

Elle appelle le Gouvernement et le Parlement à mobiliser les ressources nécessaires pour rattraper les retards pris en 2020, 2021 et 2022 dans la réalisation des programmes d'insonorisation des établissements scolaires, des établissements sanitaires et des logements inscrits dans les plans de gêne sonore.

IV - TRAITER LA QUALITÉ DE L'AIR ET LE BRUIT AVEC LA MÊME ATTENTION

La réduction des émissions atmosphériques est nécessaire pour améliorer la QUALITÉ DE L'AIR local et lutter contre le changement climatique.

Les outils de planification et de programmation ont été forgés pour permettre aux collectivités territoriales et aux opérateurs d'agir de manière efficiente. Il importe de s'en saisir pour rétablir une bonne qualité de l'air dans les grandes métropoles françaises et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Une convention type a été passée par l'ACNUSA avec la fédération ATMO France pour aider les aéroports à observer la qualité de l'air local avec l'appui des associations agréées de surveillance de la qualité de l'air. Cela a permis aux principaux aéroports de mieux connaître l'inventaire des sources d'émissions et de réaliser des campagnes de mesures afin d'orienter leur action sur les polluants les plus préoccupants.

IV - TRAITER LA QUALITÉ DE L'AIR ET LE BRUIT AVEC LA MÊME ATTENTION

L'articulation des Plans de Protection de l'Atmosphère (PPA) des grandes métropoles et des plan d'action des aéroports engagés dans la certification Air Accréditation Carbone (ACA) devrait permettre de réduire significativement les émissions aéroportuaires au cours de l'actuelle législature.

Il reste nécessaire d'améliorer nos connaissances sur les effets sanitaires cumulés du bruit et des pollutions atmosphériques sur les salariés et les populations les plus impactées.

L'ACNUSA recommande ainsi au ministre chargé de la transition écologique et de la cohésion des territoires et au ministre chargé de la santé de saisir conjointement le Conseil National de l'Air et le Conseil National du Bruit d'une demande d'étude sur les effets cumulés du bruit et des principaux polluants sur la santé afin que ces effets cumulés puissent être mieux pris en compte sur les territoires les plus exposés.

FOCUS 1 – NUISANCES DES HÉLICOPTÈRES

Saisie par des territoires fortement impactés par les nuisances des hélicoptères, l’Autorité de contrôle a produit un rapport assorti de propositions visant à mieux maîtriser ces nuisances.

L’ACNUSA recommande notamment aux grandes collectivités territoriales (EPCI) concernées de mettre en place un réseau d’hélistations plutôt que de laisser se multiplier les hélisurfaces.

Les perspectives de nouvelles offres de transport à la demande par voie aérienne, notamment sur la Côte d’Azur, appellent à travailler sur l’acceptabilité de ces offres et à fixer, avant 2024, le cadre de régulation

environnementale de ces nouveaux moyens de transports.

Rapport sur les nuisances sonores des hélicoptères (juillet 2022)

<https://www.acnusa.fr/nuisances-sonores-des-helicopteres-mise-en-oeuvre-de-la-reglementation-sur-certains-territoires-434>



FOCUS 2 – AVIATION D’AFFAIRES



La crise sanitaire a favorisé l’augmentation du trafic de l’aviation d’affaires. A fin août 2022, celui-ci était supérieur de +21% à celui de 2019.

Dès le printemps 2022, l’ACNUSA a demandé au Parlement et/ou au Gouvernement de conduire une réflexion sur la régulation nécessaire à un développement durable des différentes formes de transports à la demande sur les aéroports français. Les aéroports de la Côte d’Azur (Nice et Cannes – Mandelieu) sont très concernés par ce segment.

FOCUS 3 – NUISANCES SONORES DE L’AVIATION LÉGÈRE



L’ACNUSA a fait la promotion de son rapport consacré aux nuisances de l’aviation légère.

Ce rapport met l’accent sur la nécessité de renouveler les flottes d’aéronefs utilisés notamment en formation. Il importe en effet que les pilotes puissent se former et/ou maintenir leurs qualifications sur les aéronefs peu émissifs.

Plusieurs grandes écoles de formation de nombreux aéroports sont aujourd’hui engagées dans le renouvellement de leurs flottes et la révision de leurs méthodes pédagogiques.

Plusieurs aéroports ayant une très forte activité « aviation générale » (Toussus – Le Noble, Lognes – Emerainville, Lyon – Bron, Cannes – Mandelieu) sont engagés dans des cadres locaux de régulation prenant mieux en compte les intérêts des différentes parties prenantes.

V – LES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES CONFORTENT L’ACTION DE

Au cours des cinq dernières années, 285 décisions de l’ACNUSA ont fait l’objet de recours de la part des personnes morales ou physiques sanctionnées par une amende administrative. Le Tribunal Administratif de Paris a prononcé un jugement défavorable à l’Autorité dans 7 cas (aucun en 2020 et 2021).

La Cour d’Appel de Paris a été saisie de 58 décisions du Tribunal Administratif (ou renvoyées par le Conseil d’État). Elle a prononcé deux arrêts défavorables à l’Autorité (aucun en 2019, 2020 et 2021).

Le Conseil d’État a été saisi en cassation de 4 décisions de la Cour d’Appel de Paris. Il a prononcé une décision défavorable à l’Autorité en 2017 mais aucune en 2018, 2019, 2020 et 2021. Celle-ci a été transmise au Conseil Constitutionnel qui a enjoint au Gouvernement de modifier deux articles du Code des Transports, ce qui a été fait en 2018.

Les recours ont confirmé l’action de l’Autorité de contrôle. Les arrêts de la Cour d’Appel et du Conseil d’État ont en effet renforcé au cours des deux dernières années la jurisprudence sur laquelle l’ACNUSA appuie ses décisions. De nouveaux recours se forment chaque année. Les jugements définitifs auxquels ils donnent lieu permettent de trancher les divergences d’interprétation de certaines règles. Ils confortent ainsi l’action des services locaux de l’aviation civile chargés de la police de l’environnement. Ils permettent aux compagnies aériennes de s’attacher à mettre en œuvre des plans de mesures correctrices pour prévenir les



VI – LES DONNÉES CLEFS DE LA GESTION

L’Autorité de contrôle s’est attachée à déployer en 2021 un outil de téléprocédure inspiré de l’outil

« télérecours » déployé par le Conseil d’État dans toutes les juridictions administratives. Cet outil est au service des personnes poursuivies par l’administration de l’aviation civile devant l’ACNUSA.

Elle a, parallèlement, mis en place un nouveau site Internet permettant de rendre l’information qu’elle traite ou produit plus facilement accessible à ses différents publics.

**Budget de fonctionnement 2021 : - Autorisations d’engagement : 543 630 €
- Crédits de paiement : 535 821 €**

**Effectifs 2021 : - Equipe permanente : 12 ETP (hors président) et 4 apprentis
- Membres du collège : 10 (seul le président est à temps plein)**

Recouvrement du produit des amendes titrées en 2021 : 3 453 142 € (soit 43,62 % du montant des amendes titrées en 2021)

À noter que 86,55 % du montant des amendes titrées en 2017 ont été recouvrés.

VII – LES 23 RECOMMANDATIONS EN VIGUEUR

- **4 recommandations visent à améliorer les connaissances sur les nuisances aéroportuaires**
- **5 recommandations visent à réduire le bruit dans l'environnement**
- **3 recommandations visent à améliorer la qualité de l'air et des milieux**
- **7 recommandations visent à éviter, réduire et compenser l'impact des nuisances sur les territoires**
- **4 recommandations visent à sécuriser les fondements de la lutte contre les nuisances aéroportuaires**

Le rapport public 2022 est accessible sur le site Internet de l'ACNUSA

<https://www.acnusa.fr/sites/default/files/2022-06/Rapport%20annuel%202022.pdf>



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Autorité indépendante, l'ACNUSA est au service des différentes parties prenantes. Elle est garante du respect des engagements et des règles environnementales sur votre aéroport.

MERCI DE VOTRE ATTENTION